

Tableau comparatif constats et recommandations

1. Structure, gouvernance et coordination

Constats	Recommandations
Vision et stratégie politique	
Vision de l'inclusion compromise : • Inclusion parfois perçue comme une contrainte • L'inclusion n'est pas encore vécue comme un acquis	Adopter une vision inclusive : • Plan d'action national ambitieux : changement de paradigme où l'inclusion devient la norme • Cadre légal, avec un budget dédié et des indicateurs de suivi • Campagnes de sensibilisation
Gouvernance peu claire, manque de vision stratégique : • Absence de coordination interministérielle • Répartition confuse des compétences • Manque de planification et d'anticipation des besoins. • Lacunes dans l'organisation générale de l'alignement entre repérage du handicap, orientation et financement	Une gouvernance mobilisant les acteurs à tous les niveaux : • Clarification des rôles de chacun mais aussi les relations entre chaque intervenant • Création d'une task force interministérielle sur l'inclusion scolaire : évaluer quantitativement et qualitativement les dispositifs existants pour identifier les points de blocage et les bonnes pratiques • Collaboration étroite et systématique entre les secteurs de l'éducation, de la santé, du social et de la famille, et de la justice • Repenser et renforcer le rôle des communes dans la planification de l'organisation scolaire

Constats	Recommandations
Organisation et coordination	
Fragmentation entre acteurs : • Multiplicité d'intervenants nuit à la fluidité du parcours • Difficultés familiales influencent le parcours scolaire et les acteurs du parcours scolaire ne peuvent pas intervenir dans le domaine familial • Manque de coordination entre acteurs • Stabilité et continuité des parcours ne sont pas garanties	Coordination et création d'un réseau intégré d'acteurs : • Réseau intégré d'acteurs : un guichet unique, étendu à toutes les structures que fréquente l'enfant, et rémunération et valorisation des temps d'échanges entre professionnels • Système numérique de suivi partagé : entre écoles, services sociaux, services de santé et familles pour centraliser les informations et faciliter la communication ; secret professionnel partagé • Guichet unique pour un soutien cohérent et continu • Case manager : point de référence central pour les familles et les professionnels, assurant un suivi individualisé et cohérent – et dans la mesure du possible indépendant
Procédures lourdes et complexes : • Répétition des formalités administratives • Délais diagnostics et nécessité de l'accord des parents qui engendrent des délais dans la mise en place des mesures d'accompagnement	Simplification administrative • Application du principe du « once only » • Guichet unique : suivi automatique des dossiers, coordination entre services
Manque de données fiables : • Absence de données fiables, harmonisées et cohérentes • Absence de monitoring (transitions, scolarisation à l'étranger, réintégration depuis un centre de compétence)	Harmonisation des statistiques et indicateurs de suivi : • Indicateurs nationaux, données désagrégées, monitoring régulier • Mise en place d'un système intégré de suivi des parcours, du précoce jusqu'au marché du travail, • Inclure les dimensions extra-scolaires

Constats	Recommandations
Insuffisances dans le repérage et la prise en compte des besoins de l'enfant	
Détection et orientation des enfants • Multiplication des diagnostics (école / centres de compétences / médical), manque de cohérence • Perte de chances pour les enfants : repérage tardif, diagnostics longs, manque de spécialistes, nonreconnaissance de diagnostics externes (libéral et étranger)	Détection, diagnostic et suivi précoce • Dépistage systématique dès les 1000 jours : guide de repérage, anticipation des besoins généraux de l'enfant diagnostiqué, soutien des parents, réévaluation dans le temps pour ne pas catégoriser trop tôt • Délais maximums pour diagnostics spécialisés • Equipe pluridisciplinaire neutre pour l'évaluation des besoins : système national intégré de dépistage et d'orientation • Suivi longitudinal de 0 à 18 ans, et création également d'un carnet de santé numérique
Difficultés et manque de prise en compte • Enfants : participation insuffisante, voire inexistante • Parents en difficulté : charge mentale, conflits avec écoles, manque d'information	Rendre effective la participation des personnes concernées et de leurs représentants • Enfants : méthodes adaptées (supports visuels, entretiens guidés), participation systématique aux décisions (PEI, PPCI...) • Parents : guides pratiques multilingues, médiation scolaire, facilitation de l'accès aux droits, espaces de dialogue réguliers, prévoir des espaces d'aide au sein des Eltereforum
Politique publique et société	
• Manque de compréhension au niveau sociétal du handicap, notamment des handicaps dits « invisibles » (réponse inadaptée, moqueries, impact à long terme sur les enfants) • Peu de compréhension du concept de l'intersectionnalité et de prise en compte dans les politiques publiques. • Barrières linguistiques	• Campagne de sensibilisation sur le handicap, sous toutes ses formes • Intersectionnalité : développer des formations sur le sujet, notamment auprès des décideurs publics • Médiateurs interculturels généralisés • Adaptation linguistique, offre bilingue pour enfants sourds

2. Éducation formelle

Constats	Recommandations
Système dual à inclusif	
Multiplicité d'acteurs et coexistence entre classes spécialisées et inclusion en école ordinaire	Transition progressive vers un modèle inclusif • Construire une culture de l'inclusion, un changement de paradigme nécessaire : vision partagée, changement de mentalité, ressources matérielles et humaines, formation continue des enseignants, implication des familles, promotion d'un environnement scolaire bienveillant et stimulant, où chaque enfant peut apprendre à son rythme tout en faisant partie intégrante de la communauté scolaire • S'inspirer des bonnes pratiques existantes au Luxembourg et des modèles internationaux • Adopter une stratégie progressive et revoir le système global de fonctionnement de l'école
Système saturé	
Absence de solutions suffisantes et adaptées à la diversité croissante des situations : • Errance institutionnelle : pour certaines situations de handicap, se pose la question de quels centres de compétences serait adapté • Enfants et jeunes entre deux mondes : ni adapté pour le système ordinaire, ni pour les centres de compétences • Manque de structures alternatives et de suivi du parcours	Pallier le manque de solutions dans les structures spécialisées : • Solutions immédiates pour les enfants en errance • Eviter d'engorger les structures existantes, intégrer ou réintégrer pleinement des élèves qui peuvent l'être • Statistiques pour réaliser un état des lieux clair de la situation des enfants (lieux où les enfants sont scolarisés)
Transitions	
• Périodes sources de préoccupations • Passage au secondaire implique des changements et de nombreux nouveaux interlocuteurs • Souhait du jeune pas toujours pris en compte quant à son orientation	Pallier les problèmes de transition : • Soutenir, accompagner, anticiper • Prévoir un accompagnement pour le passage d'un système dual à un système plus inclusif

Constats	Recommandations
Aménagements raisonnables	
- Mise en œuvre inégale selon les établissements - Mesures parfois refusées (ex : correcteur dyslexie, dispense épreuves orales) - Questionnement sur la reconnaissance des diplômes - Clarifier les responsabilités en cas de lacunes - Scolarisation dans le système privé, européen, international ou à l'étranger	Approche holistique, en collaboration avec l'équipe pluridisciplinaire Conception universelle, accessibilité pensée à l'échelle de l'établissement - Soutien stable et pluridisciplinaire - Directives claires : guides pratiques pour les établissements, promotion d'une culture inclusive, lignes directrices claires - Renforcer l'accessibilité numérique et les technologies d'assistance - Flexibilité des curriculums et évaluation différenciée Contrôle indépendant et sanctions en cas de non-application
Centres de compétences	
- Centres de compétences saturés et parfois utilisés comme moyen de se décharger pour les écoles Délais d'attente longs - Obligation scolaire de 18 ans et jeunes que l'on ne peut pas accueillir - Commission scolaire communale	Réforme des centres : - Intégration progressive des connaissances et le savoir-faire des centres de compétences directement dans les écoles et lycées - Inspiration de bonnes pratiques
Temps scolaire	
Difficultés pour les enfants : - L'identification des besoins éducatifs spécifiques est souvent tardive - La surcharge peut être psychologiquement difficile lors des discussions pluridisciplinaires pour évaluer leurs besoins - Problèmes lors des temps de pause, repas, sorties scolaires	Prise en compte des besoins des enfants : Classe à effectifs réduits - Approche pratique et concrète - Repenser le système au sein des classes - Cohérence éducative et pédagogique entre professionnels

Constats	Recommandations
Difficultés pour les enseignants : • Surcharge, stress, peur de mal faire • Absence d'équipes d'accompagnement permanentes dans le fondamental • Manque de formations adaptées aux besoins du terrain • Sentiment d'isolement • Manque de plans de gestion de crises • Inégalités de ressources entre structures scolaires	Prise en compte des besoins des enseignants : • Formations obligatoires • Soutien psychologique • Équipes ESEB dans chaque école : création d'un R-EBS (référent) qui serait, selon les besoins de l'enfant, la personne la plus à même de faire le suivi • Dispositifs SEPAS au fondamental • Revaloriser le travail des équipes multidisciplinaire et mener une réflexion sur la possibilité d'un fonctionnement hiérarchique plus horizontal
Difficultés pour les professionnels de soutien : • Ces professionnels devraient normalement intervenir en classe ou dans les centres de compétences, mais sont en pratique largement affectés à des tâches administratives • Statut différent de celui des enseignants, qui est jugé plus favorable • Pas compétent pour faire une intervention en amont	Prise en compte des besoins des professionnels de soutien : • Valorisation des carrières • Harmonisation des statuts • Alléger les procédures administratives • Temps rémunéré pour la prévention
Transition vers la vie active insuffisante : • Atelier d'inclusion professionnelle : nombre de places limités • Solution vers un monde du travail adapté plutôt qu'ordinaire (inclusion) • Intervention de l'ATVA conditionnée au passage préalable par un Centre de compétences. • Accès à l'assistance à l'inclusion de l'ADEM	Accompagner la transition vers la vie active : • Mener une réflexion sur l'autonomie des jeunes post-18 ans • Réforme ATVA • Programmes d'insertion accompagnés

3. Éducation non formelle et informelle

Constats	Recommandations
Service d'éducation et d'accueil (SEA)	
Crèches : • Nombre insuffisant de crèches inclusives • Absence de ressources pour pouvoir accueillir des enfants en situation de handicap • Situation de stress pour les parents Maisons relais : • Peu inclusives, accès refusé • Personnel insuffisamment formé, se sent parfois dépassé • Enfants surchargés par le cadre (bruit, taille des locaux, nombre d'enfants) • Lacunes dans l'aide aux devoirs • Stress financier pour les parents (solution alternative, emploi)	• Réflexion nationale pour rendre toutes les structures inclusives • Former le personnel à l'inclusion sociale, c'est-à-dire en dehors uniquement du cadre scolaire • Formations courtes obligatoires pour les professionnels des SEA (type Inclusio)
Vie culturelle et récréative, loisirs et sports	
Accès limité aux loisirs, sport, culture, enseignement musical : • Infrastructures inadaptées • Formation insuffisante du personnel encadrant et des bénévoles aux besoins des enfants en situation de handicap • Aires de jeux inclusives rares • Prise en compte des besoins de soutien non systématique pour l'enseignement musical, et demandes d'aménagements raisonnables complexes	Rendre la participation à la vie culturelle et récréative, aux loisirs et aux sports effective : • Inclure cet aspect dans le futur PAN handicap • Sensibiliser aux obligations légales les organisateurs d'activités de loisirs, les institutions culturelles et les clubs sportifs, publics ou privés • Mise en place de points de contact « inclusion » dans chaque ministère concerné par les droits des enfants et le handicap • Prévoir des aides financières pour rendre les infrastructures accessibles
Moyens de transport adaptés	
• Durée des trajets parfois excessive • Retards fréquents • Matériel inadapté • Turnover des chauffeurs élevé	• Refonte globale du transport : formation chauffeurs, temps de trajet maximum, suivi en temps réel, ligne dédiée pour familles.

4. Vie privée et familiale

Constats	Recommandations
Finances	
• Coût du handicap élevé et difficultés pour la reconnaissance du handicap • Frais élevés malgré les aides • Impact sur l'emploi des parents (mère) • Risque de pauvreté accru	• Coordination via un guichet unique • Mener des réflexions sur le coût réel du handicap • Assistance personnelle et budget personnel : soutien aux parents pour que la charge de la gestion administrative ne leur incombe pas
Aidants	
• Charge familiale lourde et stress constant (vie de couple, de famille, sociale impactées) • Démarches complexes, manque d'informations, sentiment de désarroi • Insuffisance de soutien dans la gestion du quotidien • Absence de relais lors des hospitalisations et offre de répit insuffisant • Sentiment de méfiance envers un système qui ne soutient pas les familles	Renforcer les dispositifs de soutien et d'aide pour les aidants • Prévoir des congés parentaux adaptés • Garantir un soutien psychologique pour les proches aidants (parents, fratries) • Renforcer les solutions de répit
Placements	
• Placements inadaptés : conditions d'hébergement existantes ne répondent pas toujours aux besoins spécifiques des enfants • Manque de coordination entre les ministères concernés (MFSVA, M3S et MENJE) • Risques de placements à l'étranger	• Groupe de travail interministériel et une coordination entre MENJE, le MFSVA et le M3S • Aide à la parentalité pour les familles vulnérables afin d'éviter les placements • Solutions locales adaptées • Prioriser l'accueil en familles d'accueil